

Introduction

Afrique = continent des paradoxes. Il est entré tôt dans la mondialisation avec les échanges vers l'Orient ou l'Europe (or, sel, ivoire...), puis avec le commerce triangulaire après la découverte de l'Amérique. La colonisation européenne, au 19^e siècle, a mis en place une exploitation de ses nombreuses ressources dans des échanges inégalitaires. La décolonisation a par la suite entraîné des liens de dépendance avec l'ancienne métropole (néocolonialisme). L'Afrique est aujourd'hui le continent le moins intégré à la mondialisation. Pire encore, dans l'inconscient collectif, le continent africain revoie souvent l'image d'un continent affecté par de multiples fléaux : difficultés économiques (PIB faible) et sanitaires (SIDA...), instabilité politique (guerres, terrorisme) et catastrophes naturelles (sécheresse). Vu d'Europe, c'est donc un continent qui reste souvent prisonnier d'un regard dévalorisant, un Tiers-Monde, regard qui remonte à loin dans l'histoire des représentations et teinté de nostalgie coloniale. Pourtant, de nombreux indices témoignent d'un continent affecté par de profonds changements : on peut parler désormais d'un « afro-optimisme » au lieu du traditionnel « afro-pessimisme ». En effet, cet espace dispose de nombreux atouts (une pop jeune et dynamique, ressources variées) qui devraient lui permettre de ne plus être en marge des principaux échanges internationaux. Pour cela il lui faudra relever de nombreux défis et surmonter également une série d'obstacles à son développement.

Problématique : A quels défis et obstacles l'Afrique devra-t-elle se confronter pour pouvoir se développer et être une espace pleinement intégré à la mondialisation ?

I L'Afrique, un continent en marge du développement et du monde

A. Des indicateurs de développement globalement préoccupants mais régionalement divers

Sous-alimentation et insécurité alimentaire → touchent environ 1/3 de la population.

D'après la FAO, 232 millions de personnes souffrent de la faim en Afrique subsaharienne en 2010, sur un total de 925 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde. La sous-alimentation frappe l'Afrique subsaharienne avec force et concerne 62 % de la population du Burundi, 64 % de celle de l'Érythrée...

Insuffisance de l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires et médicales satisfaisantes (« Brain drain » : fuite des blouses blanches : plus de médecins ghanéens au Royaume-Uni et aux EU qu'au Ghana), alors que c'est la région du monde la plus touchée par le paludisme et le sida (plus de 30 millions de personnes sont atteintes du VIH, ce qui explique la baisse actuelle de l'espérance de vie dans plusieurs États). L'Afrique concentre 80 % des décès mondiaux dus au sida et 75 % des nouveaux cas annuels.

Le Niger a le taux de mortalité infantile le plus élevé au monde autour de 90‰ contre moins de 2‰ à Singapour. L'espérance de vie moyenne est de 57 ans (moyenne mondiale 69 ans).

La pauvreté est extrêmement répandue dans les campagnes, mais également dans les vastes bidonvilles et même dans les villes elles-mêmes, puisque le taux de chômage y avoisine les 25

% . La part des personnes vivant avec moins de 1 dollar/jour est de 40% de la population totale en 2005.

Cette situation est la source de tensions sociales qui traversent tout le continent.

Une majorité de personnes n'a pas **accès à l'instruction**. 70 % de la population africaine est scolarisée, mais cette moyenne descend à 40 % pour le Niger. L'enseignement secondaire reste encore très faible : 26 % en moyenne, 7 % au Mozambique. Selon l'UNESCO, 160 millions d'adultes sont analphabètes.

L'**IDH** reste dans la plupart des pays inférieur à la moyenne mondiale 0,682. De nombreux pays ont un IDH inférieur à 0,500.

Toutefois, on observe des écarts importants entre les États. Au nord, le Maghreb (partie ouest)-Machreck (partie est) est plus riche et l'IDH se situe entre 0,650 et 0,800, ce qui est relativement élevé.

De même, l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie ont un IDH situé au dessus de la moyenne.

En revanche, la pauvreté et le mal-développement concernent pratiquement tous les autres pays, en particulier les États sahéliens. L'Afrique subsaharienne compte 34 pays les moins avancés (PMA) au sens de l'ONU et en dehors du Kenya, du Cameroun, du Congo et de la Côte-d'Ivoire, l'IDH est faible (moins de 0,500) ou très faible (moins de 0,400). À cela, il faut ajouter des contrastes de pauvreté extrêmement marqués au sein des États. Ainsi, l'Afrique du Sud qui est le pays le plus riche du continent, compte plus de 50 millions d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté et son IDH est en baisse du fait de l'épidémie de sida qui a fait reculer l'espérance de vie sous les 60 ans au cours des vingt dernières années.

B. Un continent faiblement inséré dans la mondialisation :

Le poids de la colonisation La traite esclavagiste (européenne et arabe) et plus précisément le commerce triangulaire (XVI^e siècle) correspondent à une première phase de la mondialisation. Cette période a d'ailleurs laissée sa marque sur le continent (dépeuplement de certaines régions intérieures, oppositions ethniques...).

- La conquête du continent par les puissances européennes à la fin du XIX^e siècle correspond à une seconde phase d'intégration à l'économie monde. Le continent a vu se développer son activité économique au profit des métropoles coloniales : mise en place de grandes cultures d'exportations, exploitation des richesses du sous-sol...

- Depuis la période des indépendances (1960), les États africains se sont largement endettés auprès des pays du nord et des grandes institutions internationales. Depuis les années 1980, nombre d'entre eux ont ainsi dû se soumettre à des plans d'ajustements structurels (PAS) imposés par le FMI et la Banque Mondiale les obligeant à réduire leurs dépenses et à privatiser de nombreux secteurs (santé, transport, énergie...) en échange d'un rééchelonnement de leur dette. Les États africains se voient donc imposer le libéralisme comme mode de développement, le plus souvent au profit des pays du nord et de leur puissantes FTN.

Le poids de l'Afrique dans la production et les échanges mondiaux demeure faible : le continent ne produit que 1 % des richesses mondiales (son PIB correspond à celui de la ville de Tokyo) et ne compte que pour 3 % des importations et des exportations à l'échelle planétaire. Il faut ajouter que 80 % des exportations sont constituées de matières

premières ou énergétiques et dans les 2/3 des États africains, 1 ou 2 produits constituent les $\frac{3}{4}$ de la valeur des exportations. Ces matières premières sont exportées sans être transformées (pétrole, bois, minerais).

Le stock d'IDE atteint à peine 2% du stock mondial et les flux 1,5%.

L'Afrique reste en marge des grands réseaux de transport. Les ports africains sont encore peu compétitifs dans la mondialisation. Le déchargement des navires est souvent lent, les infrastructures multimodales, peu développées. Aucune des grandes villes africaines n'est une métropole de 1^o rang dans les classements internationaux. Les échanges interrégionaux sont faibles : les pays africains commercent plus avec les pays des autres continents qu'entre eux.

Ceci s'explique par les économies de rente qui caractérisent ces États. Ils ne contrôlent ni la technologie, ni les capitaux, ni le marché, et sont soumis à leurs clients (UE, EU et Chine).

Les FTN des pays du Nord et d'Asie contrôlent le commerce des produits agricoles et l'exploitation des gisements miniers ou énergétiques (pétrole, gaz, uranium). La prospérité des États et des élites africaines dépendent largement de ces puissantes FTN qui investissent dans le continent.

- **L'absence de métropole mondiale** ; aucune métropole africaine n'atteint les premières places des classements internationaux pour le rayonnement.
- une faible production de produits manufacturés : très peu d'industries donc peu d'exportations
- **Une périphérie à l'écart des grandes routes maritimes** : elle est en marge des grands réseaux de transport.

C. Un continent instable

• De **multiples facteurs de tensions inter et intra étatiques** qui se mélangent : appropriation des territoires et des ressources naturelles, instrumentalisation des divisions entre sédentaires/nomades ou entre groupes ethniques, trafics illégaux, montée du djihadisme, etc... L'Afrique est le continent qui comptabilise le plus d'opérations de maintien de la paix par les Nations Unies.

Ex : Soudan d'abord marqué par une guerre civile opposant arabes et non-arabes au Darfour en 2003, puis sécession du Sud Soudan non-musulman en 2011, les deux États se disputent le contrôle des gisements de pétrole et/ou des infrastructures d'exploitation et d'exportation, etc...

• Depuis les indépendances dans les années 1960, beaucoup d'États restent peu démocratiques voire autoritaires (Mobutu « président » du Congo de 1965 à 1997, Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire de 1960 à 1993, etc...).

L'État post-colonial est souvent prédateur, corrompu et clientéliste : le Nigeria est le 1^e producteur de pétrole d'Afrique mais 69% des Nigériens vivent avec <2\$/j ; au Cameroun environ 10% des fonctionnaires sont fictifs, etc...

- Des populations déplacées et réfugiées = selon le HCR (haut commissariat aux réfugiés), 11 millions de personnes sur 37 millions ;

- De multiples réseaux de produits illicites (schéma 1) : la production de drogue et le développement des narcotrafics sont en plein essor.

- Des inégalités socio-spatiales très fortes : cas de l'Afrique du sud où les contrastes les plus sont les plus marqués et les plus inégalitaires selon l'indice de Gini (entre les régions, entre les quartiers) ; c'est également une des sociétés les plus violentes.

• **Quelques signes encourageants** : fin de l'Apartheid en République d'Afrique du Sud en 1991, Printemps arabe parti de Tunisie en 2008 qui a renversé plusieurs dirigeants autoritaires (Ben Ali, Moubarak, Kadhafi), etc...

La démocratisation s'affirme en Afrique du Sud, au Sénégal, au Ghana et émerge en Tunisie, en Égypte ...mais encore de nombreux pays africains sont concernés par un régime autoritaire.

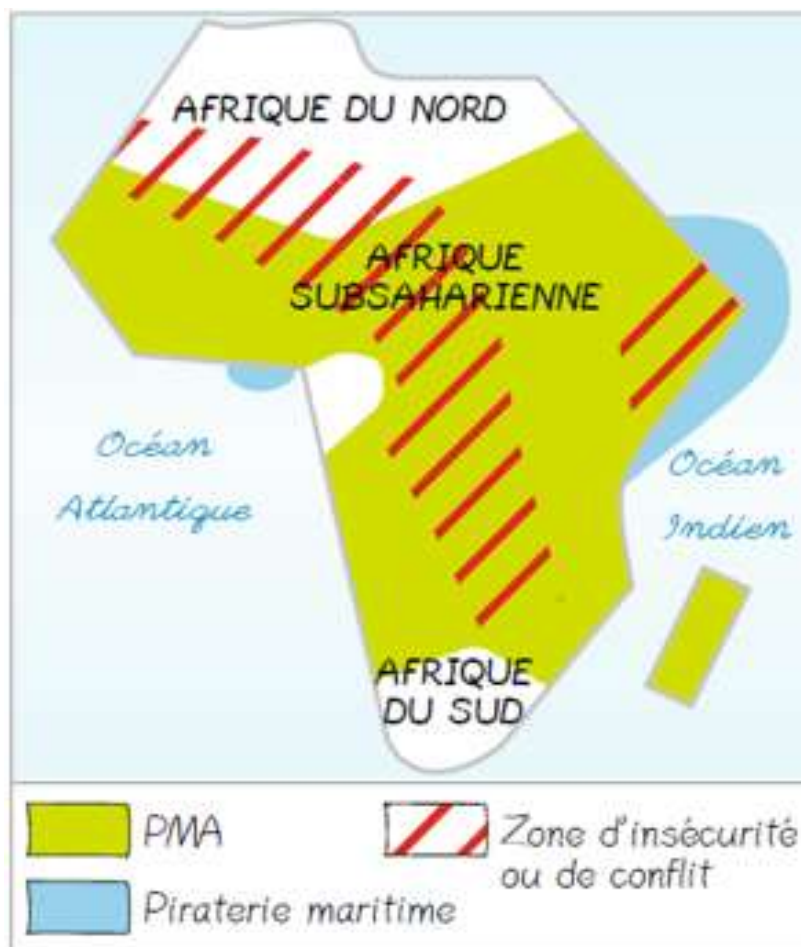


Schéma 1 - Pauvreté et insécurité

II des signes de décollage économiques liés à l'ouverture au monde

A. de nouvelles perspectives

Depuis la décennie 2000, le continent africain connaît un forte croissance économique.

Dans la décennie 2000, l'Afrique a connu une forte croissance économique (2 à 6%) qui a permis une progression moyenne annuelle de 4% du PIB/hbt et soutenu la consommation intérieure. Le commerce et les investissements s'intensifient.

Ces progrès ont permis l'**émergence de puissances régionales**, qualifiées de « lions africains » (expression désignant un groupe de pays africains considérés comme émergents : Afrique

du Sud, Nigeria, Algérie, Maroc, Angola, en référence aux « tigres asiatiques ». Ces pays fournissent 60% du PIB total du continent en 2011 et se sont dotés d'entreprises performantes au niveau mondial (40 dont 18 sud-africaines).

D'autres pays du continent connaissent également une croissance soutenue et un développement de leur classe moyenne, mais celle-ci n'entraîne pas forcément un processus de développement, dans la mesure où la croissance ne bénéficie qu'à une frange restreinte de la population et n'alimente pas la mise en place d'infrastructures permettant une réelle émergence de ces pays. Ainsi, les PMA d'Afrique subsaharienne ont connu ces dernières années des taux de croissance économique parfois supérieurs à 5 % par an, mais celle-ci est concentrée dans un petit groupe de pays - Angola, Guinée équatoriale, Soudan - et résulte de l'exploitation des richesses locales par des groupes étrangers. Il s'agit donc d'une "croissance sans développement". Cette croissance économique est donc fragile et de plus, vulnérable aux aléas politiques.

L'Afrique s'urbanise à un rythme exceptionnellement rapide : le nombre de citadins est passé de 32 millions en 1950 à 460 millions en 2014. La population des métropoles a fortement augmenté mais les villes petites et moyennes sont de plus en plus attractives. Ces villes, d'autre part, se développent, autre manifestation du décollage de l'Afrique. Outre les infrastructures et les équipements qui sont mis en place dans les grandes villes, le niveau de vie des citadins est supérieur à celui des ruraux et une classe de consommateurs est en train d'émerger.

Les classes moyennes qui se constituent forment une nouvelle clientèle (2010 34% de la population africaine ; adoption modes de vie occidentaux, consumérisme). L'Afrique est perçue comme un marché d'avenir, qui regroupera le 1/3 de la population mondiale âgée de moins de 25 ans en 2025.

Le développement rapide de la téléphonie mobile et, dans une moindre mesure, de l'Internet, en sont les manifestations les plus remarquables. 90 % des espaces urbains sont couverts par les réseaux de téléphonie mobile - contre moins de 40 % dans les espaces ruraux - et les villes africaines sont à présent considérées comme un marché potentiel important de consommateurs par les grandes firmes transnationales. La connectivité internationale et l'aménagement numérique ont franchi une nouvelle étape en 2013 avec la diffusion massive du haut débit.

B. Un fort potentiel de développement et une ouverture à la mondialisation

Des ressources abondantes

- Un sous-sol très riche : minerais, énergie (pétrole, gaz naturel...) (schéma 2) ; le continent africain détient le 1/3 des réserves minérales mondiales. 22 % de l'uranium, 55 % de l'or, 13 % des réserves de pétrole... Sa part est même de 90% pour le platine et 80% pour le diamant. Cependant, tous les pays ne sont pas également pourvus, le Niger, la Namibie et la République d'Afrique du sud étant ainsi les seuls à avoir d'importantes réserves d'uranium (8%, 5% et 5% des réserves mondiales).
- L'Afrique possède 60% des réserves de terres arables mondiales, donc une capacité de production agricole importante et variée : cultures tropicales, méditerranéennes, etc. ; de plus les prix agricoles élevés sur les marchés internationaux représentent une opportunité pour développer la production locale.

Un continent convoité

- Pour ses ressources énergétiques et minières (les « terres rares », les métaux indispensables aux industries de haute technologie) ;
- Pour ses terres agricoles (*land grabbing*), achetées ou louées par des pays déficitaires en productions alimentaires 9,1 millions d'hectares de terres acquises en Afrique depuis 2000 par des entreprises étrangères ou des Etats (équivalent du Portugal) ; on assiste à un véritable monopoly planétaire. Depuis l'an 2000, 5% de l'espace cultivable africain a été cédé à des entreprises étrangères notamment en Afrique de l'Est (Tanzanie, Soudan, Mozambique, Éthiopie).
- **Un intérêt croissant des pays émergents pour les richesses africaines** : la Chine (« Chinafrique » = les échanges commerciaux ont décuplé en une dizaine d'années = l'Afrique vend beaucoup de matières premières mais la présence des entreprises chinoises s'est intensifié comme par exemple dans le BTP grâce à des coûts imbattables), l'Inde (« Indafrique » en Afrique australe) mais aussi le Brésil, la Turquie...
- **De grands chantiers** sont en cours qui permettront d'améliorer les échanges à l'intérieur du continent et avec l'extérieur : nouveaux ports (Djibouti), lignes de TGV (Tanger-Marrakech), corridors de circulation autoroutiers (Golfe de Guinée) et multimodaux (Nairobi-Mombassa Kenya, ou Afrique australe), liaison câblée à haut débit de Matadi RDC à Dar-es-Salam Tanzanie. De grands projets dans le même sens ont été élaborés : ports en eau profonde (Lamu, Matadi, Mombassa Kenya), transferts d'eau (du Congo au Tchad, du Lesotho à Johannesburg, d'In-Salah à Tamanrasset Algérie).

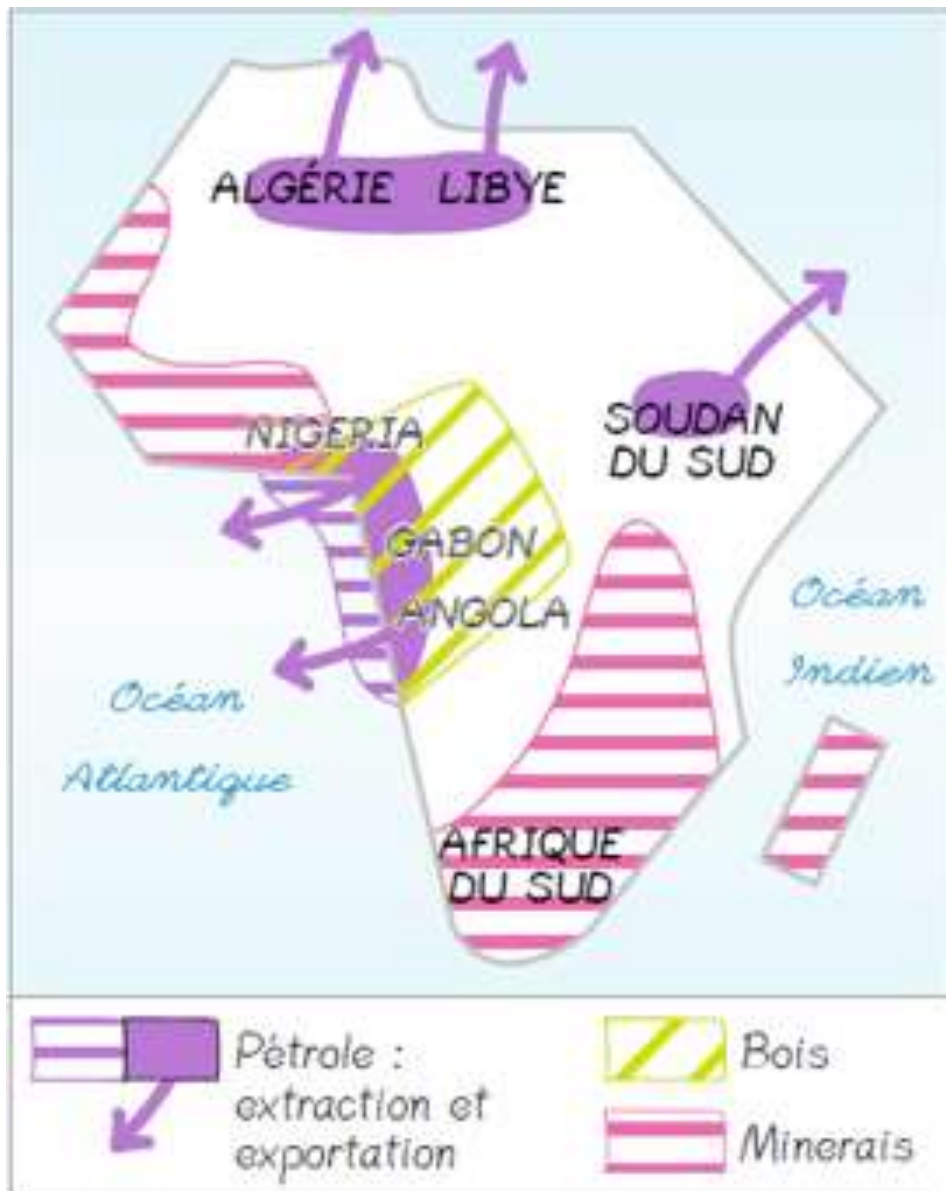


Schéma 2 - Les ressources du continent

III les enjeux d'une Afrique qui change : de multiples défis à relever

A. Le défi démographique : peuplement et sécurité alimentaire

L'Afrique connaît une énorme **croissance démographique**. Sa population a été multipliée par 4,5 de 1950 à 2010. Elle devrait atteindre, selon les prévisions, 2 milliards en 2050, dont 1,8 milliard en Afrique subsaharienne. Le Nigeria à lui seul compte plus de 170 millions d'habitants avec un taux de fécondité élevé, plus de 5 enfants par femmes et une baisse de la mortalité. Ainsi la transition démographique n'est pas terminée.

La population urbaine a été multipliée par 12 depuis 1950 = explosion urbaine. Même si la majorité des citoyens vit dans des villes petites et moyennes, la formation de mégapoles s'accompagne de pollutions ayant de graves conséquences sur la santé publique.

Partout la population est jeune : plus de 40% des Africains ont moins de 15 ans. La jeunesse de la population est un atout mais il faut que les États soient en mesure de la valoriser. Or,

l'accès à l'eau potable (Seulement 30% de la population d'Afrique subsaharienne est raccordée à des installations sanitaires de base, contre 90% en Afrique du Nord), à une alimentation suffisante, à l'école, à la santé (certaines maladies liées à l'eau pourraient être évitées avec des réseaux d'égouts et d'assainissement plus performants), à un travail décent ne sont pas assurés pour la majorité de la population, du fait de services publics sous-dotés. Le système économique n'est pas en mesure d'absorber la main-d'oeuvre, l'exode rural est important, les bidonvilles s'étendent et se densifient. La forte mortalité infantile (56°/oo en Afrique subsaharienne) dénonce les carences des structures d'encadrement médical. Conflits, migrations, chômage et violences sont les effets de cette situation. Dans ces conditions, **subvenir aux besoins vitaux d'une population croissante** (nourriture, eau, énergie, soins...), réduire la pauvreté, gérer de très grandes villes étalées restent des défis majeurs pour le continent.

Il faut répondre à des besoins croissants d'aménagement des réseaux pour l'eau potable, les égouts, les transports, l'électricité... D'importants investissements sont nécessaires :..

Avec de vastes plaines et plateaux, d'importantes ressources en eau et des terres fertiles (Afrique subsaharienne), la production agricole du continent pourrait être très importante, mais les rendements demeurent faibles faute d'investissements suffisants et la pauvreté rurale domine.

Des progrès à noter cependant. L'extension (agriculture vivrière périurbaine) des surfaces cultivées et le développement du vivrier marchand (cultures vivrières destinées à approvisionner les villes) + utilisation de variétés à haut rendement (Nerica) ont permis de nourrir la population depuis les années 1980 malgré un contexte défavorable (mauvais état des routes, concurrence des cultures d'exportation,

- Les progrès réalisés sont toujours sous la menace des conflits, de la sécheresse et du changement climatique

B. Des défis environnementaux.

La question du passage à une agriculture intensive et soucieuse de l'environnement reste posée. L'augmentation des rendements s'est trop souvent faite par utilisation d'OGM, d'engrais, de pesticides qui ont dégradé, pollué les sols et les eaux.

LA croissance principalement fondée sur les exportations de matières premières (économie de rente) ou la monoculture (fleurs coupées au Kenya au détriment des autres cultures) avec peu d'effets sur le développement des sociétés dans le cadre des trois piliers du développement durable.

De nombreux écosystèmes sont menacés.

L'exploitation des matières premières a des conséquences graves sur l'environnement : delta du Niger / + de 7 000 marées noires entre 1970 et 2000. La pêche industrielle au large des

côtes ouest- africaines, particulièrement poissonneuses, a déjà considérablement réduit les ressources dont dépendent près d'un million de pêcheurs artisanaux.

- L'Afrique est également en mauvaise posture face au réchauffement climatique. Elle est exposée par exemple à la montée des eaux pour les côtes de l'Ouest qui devraient rassembler 250 millions d'habitants en 2050.

Les Etats africains doivent donc devenir des Etats *développementistes* (notion mis en avant par l'ONU pour qualifier un Etat favorisant un développement durable et équitable)

Des défis pour certains relevés

- La grande muraille verte = la désertification n'est plus une fatalité. Au Sahel des espaces reverdissent grâce à la plantation d'un mur d'arbres mais qui se conjugue avec d'autres actions de lutte contre la pauvreté.

- Les parcs naturels, avec l'exemple du formidable potentiel touristique de l'Afrique du sud (parc Kruger de renommée internationale pour ses safaris), où l'on promeut de plus en plus l'écotourisme valorisant les communautés villageoises vivant à proximité.

C. Des défis politiques

La nature de l'État

La nature de l'État est également un lourd handicap. Le pouvoir politique fonctionne trop souvent sur la base du clientélisme, le personnel politique et administratif est souvent corrompu, les retombées des activités ne concernent qu'une petite partie des populations. La mondialisation ne bénéficie qu'aux classes moyennes urbaines et aux diasporas. Les laissés pour compte de la croissance économique sont les habitants des bidonvilles, les ruraux et les migrants. Ainsi, les inégalités et tensions sociales sont grandes. Les écarts de richesse criants et la corruption des élites dirigeantes sont sources de tensions.

Or, l'équité est une condition du changement social.

Restaurer la crédibilité des États et le fonctionnement des services publics tout en améliorant les infrastructures de base est partout une condition d'un meilleur développement.

Le poids des conflits :

Une instabilité politique omniprésente ; la forte conflictualité caractérise ce continent = voir le problème des frontières tracées par les puissances coloniales européennes qui ont divisé les peuples en plusieurs Etats = exemple les Wolofs au Mali et au Sénégal. Voir le génocide au Rwanda ou la partition du Soudan.

La guerre entrave le développement de certaines régions (Somalie, Est de la République du Congo). Les conflits armés concernent plus de 20% de la population. La misère et les luttes de pouvoir alimentent l'insécurité. Des jeunes sont instrumentalisés par les chefs de guerre pour contrôler richesses et territoires (les « diamants de sang », trafic de diamants alimentant guerres et rébellions). Certains conflits débouchent sur des famines, en particulier dans la Corne de l'Afrique.

De nombreux États sont dans une situation post-conflits où toute la société et l'économie sont à reconstruire : c'est la cas du Liberia, de la Sierra Leone, la CI...

Les conflits armés aggravent le retard de développement : le pillage des ressources, un grand nombre de réfugiés et déplacés, de forts traumatismes subis par les populations sont autant de défis à relever une fois la paix rétablie.

D. Le défi de l'intégration régionale.

- **Une Afrique divisée, à la recherche d'organisations régionales efficaces** ; la plus ancienne est la CEDEAO (communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) créée en 1975 à Lagos avec 15 pays anglophones, francophones, lusophones qui joue le rôle de gendarme régional dans les opérations de paix. La SADC se veut être une vaste arrière cour d'influence pour l'Afrique du Sud. Enfin, il existe une union Africaine (UA) basée à Addis Abeba en Ethiopie mais celle-ci

Face à la mondialisation compétitive, l'Afrique reste trop divisée et doit construire des organisations régionales efficaces. Les plus importantes, comme la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC 15 pays, union constituée en 1992, en fait zone d'influence de l'Afrique du Sud, dont l'hégémonie est incontestable)) ont peu d'effets intégrateurs. L'Union africaine (UA, créée en 2002, basée à Addis abeba en Ethiopie) demeure surtout symbolique. Pour autant, elle incarne un continent en mouvement qui se prend en charge pour la gestion des conflits et la lutte contre le terrorisme.

L'enclavement

Les États pauvres enclavés cumulent les difficultés. Sans être un facteur déterminant en soi, l'enclavement représente un défi supplémentaire compte tenu de l'insuffisance des réseaux de transport et de communication. Le Burkina Faso, le Mali, le Tchad, dépendent des infrastructures portuaires de leurs voisins. Le nouvel État du Soudan du Sud est lui aussi confronté à ce problème

E. des blocages structurels

- Les **structures économiques demeurent incomplètes** : faiblesse de l'industrie, des infrastructures, des services sophistiqués... Le secteur informel assure la vie et la survie du plus grand nombre, mais prive l'État de ressources fiscales. L'opacité des économies de réseaux (licites et illicites) freine les investissements productifs.

- **L'économie de rente prédomine**, certains évoquent la « **malédiction de la rente** » (forte dépendance d'un territoire à l'égard d'une ressource naturelle, qui concentre les investissements au détriment du développement économique et social) : manque d'investissements dans les autres domaines d'activités, dépendance face aux cours mondiaux...

- **Les grandes multinationales sont accusées d'exploitation prédatrice des ressources** (appropriation des ressources ayant pour objectif un profit immédiat, sans souci de leur

renouvellement ni des conséquences écologiques et sociales à long terme) mais aussi de pollutions, évasion fiscale, exploitation de la main-d'oeuvre...

Les infrastructures sont loin d'être suffisantes. Les réseaux ferroviaires et routiers sont très incomplets et de nombreuses régions restent enclavées. Les taux d'électrification sont faibles en dépit du grand potentiel hydroélectrique.



Schéma 3 - Défis et ouverture au monde

Conclusion

- Le visage de l'Afrique a changé. Le continent, hier en marge, est de plus en plus intégré aux dynamiques de la mondialisation avec des conséquences économiques, sociales et politiques (progrès de la démocratie) positives.
- Cependant, de nombreux défis doivent être relevés pour que le développement se diffuse à l'échelle de l'ensemble du continent. Le développement durable, qui n'est pour l'instant pas une priorité pour les dirigeants africains, devra être mieux pris en considération, en particulier pour assurer aux populations africaines un accès plus équitable aux revenus générés par les richesses et les potentialités du continent

Sujets bac : composition = le continent africain face au développement et à la mondialisation ; mais peuvent tomber l'analyse de documents (pas de sujet en 2015) et croquis un centre étranger et sujet d'essai = le continent africain : contrastes de développement et inégale intégration dans la mondialisation = sujet métropole 2016 ainsi que Pondichéry et Polynésie.

Conseils pratiques :

Intégrer des exemples du Sahara.

Connaître la géographie de l'Afrique, végétation, Etats, climats, villes...

Nuancer ses propos, ne pas faire de misérabilisme

TL G6 Le continent africain face au développement et à la mondialisation

Introduction

L'Afrique est le continent des paradoxes. Il est entré tôt dans la mondialisation avec les échanges vers l'Orient ou l'Europe puis avec le commerce triangulaire après la découverte de l'Amérique. La colonisation européenne, au 19^e siècle, a mis en place une exploitation de ses nombreuses ressources dans des échanges inégaux. La décolonisation a par la suite entraîné des liens de dépendance avec l'ancienne métropole (néocolonialisme). L'Afrique est aujourd'hui le continent le moins intégré à la mondialisation. Pire encore, dans l'inconscient collectif, le continent africain renvoie souvent l'image d'un continent affecté par de multiples fléaux = afro-pessimisme: difficultés économiques (PIB faible) et sanitaires (SIDA...), instabilité politique (guerres, terrorisme) et catastrophes naturelles (sécheresse). Vu d'Europe, c'est donc un continent qui reste souvent prisonnier d'un regard dévalorisant, un Tiers-Monde.

Pourtant, de nombreux indices témoignent d'un continent affecté par de profonds changements : on peut parler désormais d'un « afro-optimisme ». En effet, cet espace dispose de nombreux atouts qui devraient lui permettre de ne plus être en marge des principaux échanges internationaux. Pour cela il lui faudra relever de nombreux défis et surmonter également une série d'obstacles à son développement.

Problématique : A quels défis et obstacles l'Afrique devra-t-elle se confronter pour pouvoir se développer et être une espace pleinement intégré à la mondialisation ?

I L'Afrique, un continent en marge du développement et du monde

- A. Des indicateurs de dvpmt globalement préoccupants mais régionalement divers
- B. Un continent faiblement inséré dans la mondialisation :

II des signes de décollage économiques liés à l'ouverture au monde

- A. de nouvelles perspectives
- B. Un fort potentiel de développement et une ouverture à la mondialisation

III les enjeux d'une Afrique qui change : de multiples défis à relever

- A. Le défi démographique : peuplement et sécurité alimentaire
- B. Des défis environnementaux.
- C. Des défis politiques
- D. Le défi de l'intégration régionale.
- E. Des blocages structurel

Conclusion

Le visage de l'Afrique a changé. Le continent, hier en marge, est de plus en plus intégré aux dynamiques de la mondialisation avec des conséquences économiques, sociales et politiques (progrès de la démocratie) positives.

• Cependant, de nombreux défis doivent être relevés pour que le développement se diffuse à l'échelle de l'ensemble du continent. Le développement durable, qui n'est pour l'instant pas une priorité pour les dirigeants africains, devra être mieux pris en considération, en particulier pour assurer aux populations africaines un accès plus équitable aux revenus générés par les richesses et les potentialités du continent.

